



A l'urgence sociale...une seule réponse : la grève

La Fédération CGT des Sociétés d'études appelle l'ensemble des salariés à faire grève le 5 février et à participer à toutes les manifestations sur le territoire pour obtenir, notamment :

- ✓ Une augmentation du Smic, du point d'indice, de tous les salaires et pensions ainsi que des minima sociaux.
- ✓ Une réforme de la fiscalité : une refonte de l'impôt sur le revenu lui conférant une plus grande progressivité afin d'assurer une plus grande redistribution des richesses et d'alléger le poids de l'impôt indirect (TVA, TICPE) pénalisant les salariés et les ménages, le paiement des impôts en France de grandes sociétés (ex : GAFA), une imposition plus forte des plus hauts revenus et de la détention de capital.
- ✓ La suppression des aides publiques aux entreprises (CICE et exonérations diverses, etc.) qui ne servent ni l'emploi, ni la revalorisation des salaires, ni l'investissement de l'appareil productif et mettent à mal notre protection sociale.
- ✓ Le développement des services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels pour un bon exercice de leurs missions.
- ✓ Le respect des libertés publiques tel que le droit de manifester remis en cause par le gouvernement.
- ✓ Maintien du régime de retraite par répartition, retraite à 60 ans avec 75% du salaire d'activité et une pension d'un montant minimum égal au Smic.

En effet, tant le patronat que le gouvernement, ne cessent de mener des politiques antisociales multipliant les réformes régressives.

Alors qu'il existe de l'argent, 57 milliards d'euros versés aux actionnaires, ceux-ci restent sourds à nos revendications.

C'est pourquoi, il est indispensable de construire un rapport de force par la grève pour imposer au patronat la redistribution des richesses au profit des salariés.

Dans ce cadre, la CGT appelle à tenir des assemblées générales partout où c'est possible pour réussir la grève. A cette fin, la CGT met à disposition sur son site un « *cahier d'expression revendicatif populaire* ».

Montreuil, le 24 janvier 2019

Fédération des Sociétés d'Etudes